

GRAND DEBAT NATIONAL

La séance est ouverte à 17 h 05
sous la présidence de Monsieur Joseph Ségura, Maire,
Conseiller départemental des Alpes-Maritimes,
Vice-président de la Métropole Nice Côte d'Azur.

M. Joseph SEGURA- Avant de commencer cette réunion, je voulais vous remercier toutes et tous pour votre présence dans cette salle Ferrière, un samedi après-midi à 17 heures pour débattre des sujets qui vous intéressent.

Avant de rentrer sur le fond, je voudrais vous rappeler quelques règles dans le cadre de ce débat : tout d'abord, je vais commencer par lire la charte de ce débat pour que nous ayons tous la même éthique concernant les échanges. Si vous voyez le maire de Saint-Laurent du Var, pour autant, au moment où je vous parle maintenant, je ne suis plus le maire, mais le facilitateur de ce débat, un animateur. Il fallait quelqu'un pour l'animer, je serai le facilitateur de vos échanges, mais en aucun cas je ne prendrai part à ce débat. Il n'y aura pas de débat contradictoire avec moi, il y aura des échanges entre vous, et le maire que je suis reprendra ses fonctions à la fin de ce débat national. Si nous restons 2 heures ou 2 heures et demie à échanger, je pense que nous aurons fait largement le tour.

Eventuellement, il se peut qu'il y ait une prochaine réunion du débat national vendredi prochain, tout cela va être confirmé cette semaine. Aujourd'hui, je suis l'animateur local, mais si je pouvais avoir un animateur national, tout cela va être confirmé très prochainement. Ce sera certainement vendredi prochain à 18 heures.

Vous allez débattre, le cahier de doléances est à votre disposition pour que celles et ceux qui le souhaitent puissent encore faire des observations sur ce cahier.

Comment la réunion va-t-elle se passer ? Je vais lancer le débat sur les thématiques que vous souhaitez aborder, la parole est libre vous pouvez évoquer tous les sujets. On ne met de réserve sur aucun sujet. Tout cela sera retranscrit, la municipalité a organisé cela de façon très transparente, par Mme Aline Fournier, sténotypiste, que je remercie, qui a l'habitude des conseils métropolitains, départementaux, municipaux, c'est une personne complètement neutre, nous payons ses honoraires pour les 2 heures ou 2 heures et demie de la réunion, il n'y a pas de parti-pris par Madame, et ensuite nous enverrons tout ce que vous avez dit au cours de la réunion au Président de la République. Il n'y a pas de filtre, tout ce que vous allez dire est enregistré par Madame, retranscrit par Madame, et nous envoyons le tout au Président de la République.

Nous allons transmettre aussi le cahier de doléances au gouvernement et au Président de la République. Si vous avez encore des observations à faire, allez-y, c'est le moment.

Avant de commencer cette réunion, nous allons fixer un cadre, c'est la charte. Toute personne peut s'exprimer librement, dans le cadre du grand débat, sous réserve de respecter la présente charte. En fait, quand vous prenez la parole, vous voudrez bien vous présenter. Les échanges seront contradictoires, nous sommes entre personnes intelligentes, vous pouvez mener la contradiction, ne me mettez pas au milieu de vos contradictions, je ne répondrai pas. Vous pouvez dire le fond de votre pensée et vous organiser en fonction des thématiques. Il y a quatre thématiques, soit environ ½ heure par thématique. Je vous propose une prise de parole de 3 minutes par personne, tout le monde pourra parler, nous sommes peu nombreux. S'il faut plus de temps, on donnera plus de temps.

Avez-vous des questions sur l'organisation de ce débat ? *(Pas de questions)*.

*** Thème n° 1 : Fiscalité**

Mme Marilyn CAT.- Il se trouve que sur le site j'ai commencé à mettre des commentaires, à répondre aux questions, et j'avais déjà renvoyé le volet fiscalité. L'idée principale était que je voulais une fiscalité pour tout le monde, même pour des petits revenus, même si c'est 20 ou 30 €, je trouve que tout le monde devrait payer des impôts, avec un calcul juste qui serait fait par rapport aux revenus.

M. Joseph SEGURA.- Cela veut dire qu'il n'y a plus de personnes non imposables, tout le monde serait imposé.

Mme Marilyn CAT.- Tout le monde profite de l'espace public, des choses proposées par le gouvernement, je dis que tout le monde devrait payer des impôts. J'ai écrit au Président de la République il y a deux ans lorsqu'ils ont supprimé la demi-part pour les veuves, et ma mère s'est retrouvée, avec une petite retraite, à laisser un mois pour le foncier et l'habitation alors qu'elle n'avait jamais été imposée. J'ai écrit au Président, "ma mère veut bien payer, mais pas autant, pas un mois de sa retraite".

M. Joseph SEGURA.- C'est dans le cahier de doléances que vous vous exprimez, cette réversion est un sujet important, lorsque la personne en couple se retrouve seule, et c'est l'imposition par rapport à ceux qui ne payent pas d'impôts, qu'il y ait une contribution de tout le monde, quel que soit le revenu.

Mme Marilyn CAT.- C'est ce que j'ai dit, ma mère veut bien payer un peu de foncier et d'habitation, mais pas un mois de sa retraite. Pour les impôts sur le revenu, je pense que chacun devrait contribuer à la hauteur de son portefeuille, chacun doit payer un peu d'impôts.

M. Joseph SEGURA.- Qui veut réagir à cela ?

Mme Aline DUTRONC.- Je suis d'accord avec Madame, tout le monde devrait payer des impôts, mais à commencer par les multinationales. Quand vous voyez qu'en France les multinationales sont imposées à 18 %, alors qu'un petit patron qui travaille dans ce pays est imposé à 40 %, il y a une justice fiscale qui est à exiger absolument. Il ne s'agit pas seulement que tout le monde paie l'impôt, mais tout le monde, vraiment, à proportion

des richesses produites. La revendication majeure, à mon avis, c'est de ne pas laisser de côté les grandes entreprises du CAC 40, et qu'il y ait une véritable justice. Comment comprendre qu'un petit patron soit écrasé d'impôts ? Il ne peut pas délocaliser.

Je propose que le gouvernement mette une taxe, comme aux États-Unis, sur la nationalité des entreprises pour qu'elles ne puissent plus échapper à l'impôt. Qu'un Monsieur, comme Carlos Ghosn par exemple, qui est payé en France par Renault puisse avoir sa délocalisation fiscale aux Pays-Bas, pour moi c'est scandaleux. Je ne peux pas l'admettre.

M. Joseph SEGURA- Vous touchez un sujet de fond sur ces grandes entreprises. On le voit ici avec Apple, c'est un sujet qui préoccupe les Français de manière forte. Quelqu'un veut-il réagir à cela ?

M. Yves VENZAL- Je voudrais aussi qu'en ce qui concerne les sportifs français, notamment les tennismen qui se délocalisent en Suisse le plus souvent, à partir du moment où on est français, si on gagne de l'argent, que l'on habite la Suisse, les Pays-Bas ou les États-Unis, on doit payer un impôt en France. C'est important.

M. Joseph SEGURA- Le monde du sport n'y échappe pas. On a l'exemple des footballeurs.

M. Cédric AUGUSTIN- Je suis d'accord avec vous, Madame, mais j'ai juste une crainte, c'est que s'il n'y a que les Français qui font ça, ceux qui ont du pognon vont tous se barrer. Je pense qu'il faut que ce soit une démarche au niveau européen, de manière que ce soit l'équité fiscale au niveau européen et pas seulement français. Sinon, tous ceux qui ont du pognon se barrent, et on n'aura rien du tout. Qu'ils ne paient pas aujourd'hui ou qu'ils ne paient pas demain en s'étant barrés, cela ne rapportera pas un centime de plus.

M. Lionel PRADOS- Je veux réagir par rapport à la crainte que l'on mentionne régulièrement. M. Carlos Ghosn, par exemple, qui justifiait ses salaires énormes en disant que c'était une personne indispensable, aujourd'hui n'est plus responsable de Renault, on a d'autres personnes qui sont peut-être aussi talentueuses, et le monde continue de tourner. Je pense que parfois il faut arrêter d'avoir peur.

M. Joseph SEGURA- C'est aussi un sentiment que Madame éprouve comme des millions de Françaises et de Français, ce sentiment de frustration. Nous payons des impôts les uns et les autres, et d'autres arrivent, parce qu'ils ont de grosses entreprises, à échapper à cette contribution. Cela peut s'entendre, et il est légitime de revendiquer que nous soyons tous dans la légalité devant cet impôt.

M. François- Je suis d'accord avec le fait que tout le monde paie l'impôt sur le revenu, mais il ne faut pas perdre de vue également que tout le monde paie un impôt, ne serait-ce que l'impôt indirect. Tout le monde paie la TVA. Il faut voir l'ensemble des impôts que nous subissons et il faut peut-être privilégier, pour être plus équitable, les impôts directs plutôt que les impôts indirects.

M. Joseph SEGURA- Comment voyez-vous la baisse de ces impôts indirects ?

M. François- Je crois qu'il faut essayer de faire en sorte qu'il y ait une taxation de base en fonction des besoins fondamentaux et essentiels des personnes, et également peut-

être incorporer une notion associée au fait que certains impôts doivent être augmentés, même si ce sont des biens de grande consommation, dès lors qu'ils sont contraires à la croissance écologique, par exemple.

M. Joseph SEGURA.- La croissance écologique, c'est intéressant.

M. Christian VELARD.- J'ai 70 ans et je suis un ancien fonctionnaire international d'une organisation internationale. Je voudrais réagir à deux ou trois commentaires que j'ai entendus, notamment à celui du système américain, car il n'y a qu'eux qui ont cela dans le monde, qui consiste à ce que tout citoyen américain soit imposé aux USA, y compris lorsqu'il fait partie d'une organisation internationale. Si on fait cela, mais si on ne le fait pas tous, parce que ce n'est pas seulement l'Europe, il y a les pays extra européens, en étant dans une organisation internationale nous avons des Asiatiques et des Sud-Américains, il est évident que si l'on fait cela, il va y avoir une résistance non plus à la fiscalité, mais à la citoyenneté française.

Mme Claire BRAUNSTEIN.- Je voudrais réagir par rapport au fait que les grandes entreprises doivent payer des impôts. Je réagis par rapport aux implantations des entreprises, je pense qu'il faudrait une loi qui dise que toute entreprise qui veut entreprendre en France doit employer des salariés français pour éviter que la production ne s'évade dans les grands pays asiatiques.

M. Joseph SEGURA.- Pour rebondir, il va y avoir des élections européennes, et il y a aussi l'intégration de l'Europe à prendre en compte dans ce mouvement de recrutement des salariés au sein même de nos entreprises et de nos PME.

Mme Claire BRAUNSTEIN.- Y compris l'Europe, mais il faudrait trouver un système pour que la fabrication revienne pas mal en France. Je ne sais pas la solution.

M. Cédric AUGUSTIN.- Je vais essayer de vous répondre, même si je ne suis pas un expert, mais on ne peut pas obliger les entreprises à avoir des salariés de nationalité européenne, par exemple, parce qu'elles sont implantées en Europe. Par contre, il y a une démarche qui serait plus intéressante et qui aboutirait peut-être, ce serait plutôt que toute richesse produite sur un territoire soit taxée et imposée sur ce territoire. On retombe dans les histoires des grands groupes internationaux, Google, Appel and Co, qui créent de la richesse, de la TVA, de la valeur ajoutée en France, qui commercent en France, mais qui par contre ne paient pas les impôts correspondants à la richesse qu'ils ont créée en France ou en Europe. Après, les entreprises embauchent qui elles veulent. C'est plutôt que là où la richesse est produite, les impôts correspondants soient payés.

Mme VERBEKE.- Il y a quelque chose à souligner, au niveau européen et international, Barack Obama s'était exprimé là-dessus, il y a un grand cancer économique qui est l'évasion fiscale. Nous ne sommes pas les seuls à subir cela. Pour la France, cela représente 40 à 60 milliards par an. Quant aux personnes riches qui quittent le pays, c'est grosso modo 200 personnes par an sur 60 millions d'habitants. Il ne faut quand même pas se taper la tête par terre. Et la soi-disant cascade des gens riches qui alimenteraient l'économie en créant de l'emploi, ça n'existe pas. Les économistes l'ont confirmé, ça n'existe pas.

Il faut faire en sorte que tout le monde paie l'impôt, petit ou grand. Effectivement, nous payons énormément d'impôts indirects à travers la TVA, d'autres pays européens ne sont pas aussi matraqués à ce niveau-là, il faudrait voir le juste équilibre entre les deux. Maintenant, j'aimerais beaucoup que le gouvernement Macron, qui est capable de supprimer 5 € par mois d'allocations aux étudiants et qui fait cadeau de 4 milliards par an sur l'impôt sur la fortune, réalise pourquoi les gens sont en colère. Il va falloir prendre des mesures sur l'évasion fiscale, sur les niches fiscales, pour que tout le monde paie un impôt justement calculé sur ses revenus et sur ses bénéfices.

Une intervenante.- Je suis d'accord avec cette dame, il y a vraiment un grand scandale en France, et nous nous adressons à M. Macron maintenant parce que le peuple est en colère à juste titre. Quand on arrive au pouvoir et que les premières mesures que l'on prend, c'est la suppression de l'ISF, que cette année c'est 40 milliards de CICE pour les entreprises ! Je suis d'accord pour donner de l'aide aux entreprises, mais que cela concerne seulement les PME et pas les grands groupes qui n'en ont pas besoin.

Ensuite la suppression de l'exit tax qui était un impôt pour empêcher les délocalisations, et de la flat tax, c'est-à-dire 30 % de base du revenu d'imposition, ce sont des mesures de protection uniquement pour les riches, et comme le disait la dame précédemment, c'est quand même scandaleux d'aller chercher 5 € d'APL dans la poche des gens, des pauvres, pour les redonner aux riches, c'est ce qui ne va pas. On a une colère noire contre cette injustice absolue.

M. Joseph SEGURA.- Et la CSG.

Un intervenant.- Je voudrais revenir sur l'Europe. A cause de l'Europe, j'ai arrêté ma petite entreprise. En tant que citoyen lambda, je ne comprends pas l'Europe. On m'avait dit que l'union faisait la force, mais on se fait de la concurrence entre nous. J'étais d'accord pour l'Europe des six, tout le monde se souvient qu'il y a quelque temps on allait chercher des voitures 30 % moins chères en Espagne, je n'arrive pas à comprendre, je pensais qu'on allait vers une harmonisation fiscale, une harmonisation sociale, et là on a 27 pays, je ne sais même pas lesquels, je ne sais pas ce qu'on fait en Slovaquie, en Estonie, quand je prends l'autoroute je vois des poids lourds avec des immatriculations étrangères, je n'arrive pas à comprendre.

M. Joseph SEGURA.- Le débat européen va être un sujet, on va arriver aux élections, mais comme vous le dites, le sujet européen est préoccupant.

M. PRADOS.- Quand j'étais consultant au service des chefs d'entreprises, il y a déjà dix ou quinze ans, on voyait les PME françaises être mises en concurrence avec de grands groupes, parfois français, qui partaient en Pologne, en Tchécoslovaquie, les entreprises partaient, je voyais ce phénomène, et personne n'en parlait dans la classe politique. Si vous reprenez les thèmes des élections présidentielles il y a quinze ans, le phénomène était déjà engagé, mais aucun homme politique en France n'en parlait, et pourtant les dégâts étaient déjà là. Franchement, il y a un décalage entre la classe politique qui parle de certains sujets et ce que l'on constate sur le terrain.

Vous avez parlé des niches fiscales. Souvent on oppose la France d'en bas avec la France d'en haut, et je voudrais donner quelques chiffres : la fraude à Pôle Emploi, c'est 60 M€

par an, la fraude fiscale et l'évasion fiscale, c'est 60 milliards par an. Je pense qu'il y a lieu de travailler sur la fraude fiscale.

Par rapport à la fiscalité, je propose que l'on tienne compte de toutes les aides dans le calcul de l'impôt. Vous avez des Français qui n'ont pas droit à des aides et qui vont payer des impôts sur le revenu, et d'autres qui ne paient pas d'impôt sur le revenu et qui, grâce aux aides, ont des revenus supérieurs à ceux qui sont fiscalisés. Je propose que l'on intègre toutes ces aides dans un revenu cumulé, et qu'ensuite on calcule l'impôt sur ce revenu global.

M. Mathieu SOLER.- Bonjour, je suis étudiant, j'ai 23 ans. Je voudrais réagir sur la suppression de l'ISF et les APL de 5 €. Je suis étudiant et je touche les APL, cela ne m'a pas dérangé d'avoir -5 € tous les mois...

(Dans la salle : "c'est un symbole").

Je sais, c'est un symbole, en revanche cela m'a fait plaisir, cette année, quand je suis arrivé en Master 2 de droit, de ne pas payer la cotisation de la sécurité sociale étudiante puisqu'on l'a supprimée cette année, j'ai économisé 215 €.

Sur l'ISF, je comprends qu'il y a eu un problème de calendrier. J'ai moi-même mal compris le fait qu'on supprime l'ISF et qu'en même temps on enlève 5 €, mais cela ne me dérange pas non plus qu'on supprime l'ISF parce qu'on l'avait depuis 30 ans, on ne vit pas mieux, on vit même moins bien, on a un l'ISF qui est l'un des plus forts d'Europe, et je préfère qu'on essaie de le supprimer, on voit ce qui se passe, et si ça ne marche pas, peut-être qu'il faudra le remettre.

Je ne suis ni pour ni contre la théorie du ruissellement, mais je dis simplement qu'il faut essayer. Cela fait trente ans qu'on l'a, tous les autres pays européens n'ont pas un ISF aussi fort, le Danemark l'a supprimé en 2017, et certains ne l'ont même pas du tout. Essayons sans l'ISF et si ça ne marche pas, effectivement, il faudra peut-être le remettre.

M. Jean-Luc POTHERAT.- Je suis retraité depuis peu. Je crois que les Français oublient une chose, c'est que nous sommes dans un système d'économie de marché, et que la seule chose qui compte est de faire des plus-values. Ne soyons pas étonnés que tout le monde veuille faire des plus-values, du plus petit au plus grand. On entend de grands patrons faire des déclarations patriotiques et puis payer leurs impôts ailleurs, et puis je pense que même dans le petit peuple, s'ils en avaient la possibilité, ils échapperaient volontiers à l'impôt.

Nous avons un système politique qui est celui-là. Je pense que ce n'est pas un bon système, je le pense depuis longtemps, et je pense que je ne changerai plus, mais je crois que l'on pourrait, d'une façon décente, en appliquant tout simplement la devise de notre République "Liberté, Égalité, Fraternité", partager. Je suis certainement utopiste, et je pense que certains ici vont sourire, mais je crois que du plus petit au plus grand, on pourrait proposer le partage des biens, le partage de nos richesses avec toutes et tous.

Nous avons la chance d'être un pays extraordinaire. Nous sommes protégés, soignés, nous sommes éduqués. Il y a des petits couacs de temps en temps, des petites choses qui ne vont pas trop bien, mais ce n'est pas la peine de saccager l'Arc de triomphe pour des petites choses qui ne vont pas trop bien...

(Applaudissements).

J'ai à l'heure actuelle 930 € de retraite par mois ; j'étais artisan du bâtiment, je ne suis pas malheureux, je sais, et je relativise par rapport à l'ensemble du monde, il y a des gens beaucoup plus malheureux que moi. Je sais qu'autour de moi je peux compter sur un système qui va m'aider. Peu importe si tous les matins ne sont pas magnifiques, même si à Saint-Laurent le soleil à l'Est est magnifique, mais il y a des matins un peu plus difficiles que d'autres. J'ai la chance d'habiter dans ce pays, j'en suis très heureux. Je ne le regrette jamais. Je souhaiterais que beaucoup d'hommes et de femmes dans le monde puissent avoir cette chance.

(Applaudissement).

Mme Mireille MINAGLIA. - J'ai 69 ans, je suis retraitée. Tout d'abord, je voudrais rendre un hommage à ce Monsieur parce que je suis patriote, je trouve que la France est un très beau pays où l'on est soigné, éduqué, c'est très important. Quand je vois qu'il y a des saccages, des gens qui critiquent la France, mon patriotisme en prend un coup.

J'ai plus de chance que vous parce que je gagne plus que vous, mais je dirai que les retraités, la classe moyenne supérieure et la classe moyenne sont les vaches à lait. Un peu beaucoup. Je vais faire un parallèle avec l'ISF. Je suis d'accord avec Madame, les mesures ont été prises instantanément pour les classes favorisées. A partir du moment où vous gagnez 2 000 € (avant, c'était 1 350 €), vous êtes considéré comme une personne aisée, surtout les retraités. On nous a dit "on vous augmente la CSG parce que ça va favoriser les actifs pour leur permettre de baisser leurs cotisations", je suis pour, c'est très bien que ça baisse les cotisations des actifs, ce sont eux qui paient nos retraites, mais nous avons travaillé pendant 30 ans, 40 ans, voire plus.

Le paiement de la CSG par les retraités a rapporté 4,7 milliards à l'État, mais par ailleurs on peut faire une corrélation avec l'ISF qui a coûté 4 milliards d'euros à l'État. Je trouve que c'est injustifié. Quand on nous annonce une valorisation des retraites à hauteur de 0,30 %, je trouve cela indécent. Normalement nos retraites suivent l'inflation, ce qui n'est pas le cas puisque l'inflation est entre 1 et 2 %. On nous annonce 0,30 %, ce qui fait 3 € pour 2 000 €. C'est du foutage de gueule, excusez-moi. Je veux bien, les retraités contribuent, mais on est déconsidérés.

M. GEORGES. - Je voudrais faire une remarque sur un article que j'ai lu récemment qui était basé sur le laboratoire d'analyse de Sciences Po, on ne peut pas dire que ce sont des gauchistes de la première heure, qui dit que concernant les mesures prises par le gouvernement actuel, 42 % des bénéficiaires iront auprès des 2 % des Français les plus riches. Je pense que c'est assez significatif.

Par ailleurs, nous sommes le pays où il y a une vingtaine d'années les plus riches étaient imposés au taux de 65 %, à l'heure actuelle ils ne sont plus imposés qu'à 45 %. Parallèlement, on a un noyau de 10 % des Français actifs qui sont au chômage, cela tourne autour des 10 % depuis deux ou trois décennies, et on a actuellement d'après les études sociologiques les plus sérieuses, environ 10 % des gens qui sont en dessous du seuil de pauvreté. Je me pose des questions sur les mesures prises en urgence par ce gouvernement que le laboratoire de Sciences Po a bien analysées.

Par ailleurs, je voudrais revenir sur le taux de la TVA : il y a quelques années, le gouvernement Sarkozy avait décidé de baisser le taux de TVA sur la restauration. Les patrons de l'UIMH avaient dit : "on va créer des dizaines de milliers d'emplois, baisser le tarif des menus, etc.", tout ça est passé, et on peut considérer que la baisse de la TVA a gonflé leurs marges. Là, on nous fait croire qu'avec la loi alimentation qui vient d'être adoptée –on a tous subi les augmentations sur les produits de base cette semaine- ce sera au bénéfice des agriculteurs. Les organisations syndicales, la FNSEA majoritaire en l'occurrence, plutôt classée à droite, n'y croient pas. Je me pose des questions, pourquoi ce gouvernement persiste et signe à toujours faire trinquer les plus petits et taxer les plus faibles revenus.

Enfin, par rapport au jeune étudiant qui ne se plaint pas de la baisse des APL, il a peut-être des parents qui lui permettent de subvenir au paiement de son loyer, mais ce n'est pas le cas de tous les parents qui ont leur gamin qui fait des études.

Enfin, l'ISF, c'est symbolique, a été la première mesure économique prise. Est-ce que c'était la plus urgente à prendre quand ce gouvernement a été élu ? Je me pose la question. Merci.

M. Jean-Pierre PAUSELLI.- Bonjour. Je suis d'accord avec tout ce que j'ai entendu, mais au niveau des niches fiscales et des avantages, on a oublié le cumul des mandats des élus. Il faut que tous les revenus soient imposables.

Je suis d'accord avec vous quand vous dites qu'il faut que tout soit intégré, les APL, les avantages, etc. Je travaille dans une assez grosse société, et quand on voit qu'il y a des gens qui travaillent et qui gagnent moins que certains qui se présentent en disant "je cherche du travail", car on cherche à embaucher, mais ils disent "je perds ceci et cela, cela ne m'intéresse pas de travailler chez vous, parce qu'en travaillant j'ai moins qu'en ne travaillant pas". Je n'ai jamais compris ça.

Au niveau des sociétés, je vous ai entendu parler tout à l'heure du CICE, c'est magnifique, une belle action, mais je n'ai pas vu une seule entreprise que je connaisse qui a embauché grâce à ça. Ils ont refait de la trésorerie avec ça, ça ne va pas plus loin, c'est encore une fois une erreur.

La deuxième erreur serait aussi de parler de l'Europe, et de ne jamais arriver à harmoniser les coûts. Les coûts sociaux, ce sera très difficile, mais au moins les coûts de TVA. Il est hors de question que l'on fasse une Europe unie avec des taux de TVA différents. De toute façon, pour que les entreprises embauchent, il va falloir absolument baisser le coût des charges sociales. En baissant ce coût, les entreprises embaucheront plus, les gens gagneront plus. Je fais peut-être encore partie des naïfs, mais si on prend le SMIC de base, un ouvrier doit mériter un SMIC, ou 1,5 SMIC. Un technicien peut gagner 2 ou 2,5 fois le SMIC. Un cadre dirigeant 4 à 5 fois le SMIC, cela ne me gêne pas. Un ingénieur 6 à 7 fois le SMIC, cela ne me gêne pas non plus. Un dirigeant ou un homme politique qui a un poste à responsabilité, 10 fois le SMIC, mais par contre, quand j'entends que des gens gagnent 1 million de fois le SMIC, c'est indécent.

Je trouve que les élus politiques n'ont plus aucun contact avec les réalités de la vie. Avant, nous avions des élus politiques qui, pour certains, étaient issus d'écoles spécialisées, ENA, etc., et d'autres des milieux du commerce ou du travail, on avait des

gens qui savaient ce que c'était. Maintenant, ils sont un peu déconnectés de ce que vivent les gens tous les jours.

Je n'ai pas à me plaindre de ma situation. Je vois des gens très aisés et d'autres très malheureux autour de nous parce qu'ils n'arrivent pas à vivre, et ce n'est pas normal.

M. Joseph SEGURA.- On pourrait parler des heures de la thématique sur la fiscalité. En quelques minutes, selon vous quels seraient les impôts qu'il faudrait baisser en priorité ? (à part tous).

Un intervenant.- Je veux bien payer des impôts, mais je veux qu'ils soient surtout très bien utilisés.

(Applaudissements).

Au niveau des collectivités locales par exemple, quand je vois des ronds-points qui coûtent 250 000 €, vous ne croyez pas qu'on pourrait mettre l'argent ailleurs ? En Angleterre, ils mettent des ronds-points, c'est tout plat, il y a un policier en carton. Je donne un exemple concret, c'est surtout l'utilisation des impôts qui doit être bien concrétisée.

Laetitia (Gilet jaune).- Je réponds à Monsieur, pour moi c'est de l'assistantat de se dire qu'on vit dans un beau pays avec 930 € et qu'on va compléter avec le reste. Je préférerais avoir un SMIC à 1 800 € -je vais faire bondir tout le monde- et je pense qu'on se tairait un peu plus.

Je suis demandeur d'emploi, je n'accepte pas une mission d'une journée, de quelques heures, voire deux ou trois jours, parce que tout est décalé d'autant au niveau du versement le mois d'après, je suis désolée, mais j'ai mon loyer qui tombe.

Parlons aussi des loyers, ils ne doivent jamais dépasser un tiers du revenu, je propose donc des loyers à 300 ou 400 € avec le SMIC actuel.

Et puis aussi, la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité. Je ne sais pas en quoi le produit chocolaté va influencer sur l'avenir des agriculteurs.

Mme Chantal GIORDANINO.- Je suis une retraitée qui a subi la CGS l'année dernière, j'ai perdu 500 € sur l'année sur ma retraite. Et j'ai quand même payé des impôts sur ces 500 €. Je voudrais qu'on annule tout simplement ça. On nous déduit cette CSG et à la fin de l'année elle est dans notre total imposable. Je trouve que c'est un scandale.

M. Christian VELARD.- Je vais donner une petite analyse sur les impôts...

M. Joseph SEGURA.- Très courte, l'analyse.

M. Christian VELARD.- Très courte. Sur la TVA, nous sommes en concurrence avec les pays européens. Les taux sont entre 19 et 22 %, nous sommes au milieu, et il n'y a pas trop d'économies à faire là-dessus ; par contre, vous avez évoqué la CSG. C'est un bon impôt, avec l'ISF, que nous sommes les seuls à avoir. Il n'y a de CSG nulle part ailleurs, et pour l'ISF il n'y plus que nous. La CSG a la particularité d'avoir très fortement progressé.

Souvenez-vous, c'était 1 % sous le Premier ministre Rocard, c'est devenu 17,2 % sur les placements financiers. Je vous laisse apprécier la différence.

Troisième impôt, l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IR). Je suis tout à fait d'accord pour que tout le monde y contribue, mais il faudrait une progressivité par tranches et qu'elles soient développées. J'ai le souvenir qu'à un moment donné il y avait 17 tranches, aujourd'hui, il y en a 4. Je laisse de côté toutes les autres taxes, les droits de mutation, etc.

M. Cédric AUGUSTIN.- J'aimerais bien que l'on ait la même fiscalité que nos voisins européens, donc une harmonisation, et qu'on arrête de se tirer la bourre entre pays européens. Il y a toute une partie des propos qui ont été tenus là qui faisaient référence à beaucoup de dépenses qui n'auraient plus lieu d'être et qui ne seraient plus un sujet de débat.

M. Joseph SEGURA.- Merci pour ce débat sur la fiscalité.

*** L'organisation de l'État et des services publics.**

Certains ont évoqué la réforme pour les ministres et les services de l'État. Il y a plus de 5 millions de fonctionnaires publics aujourd'hui, que faudrait-il faire pour améliorer cette administration, ces services publics, pour qu'il y ait plus de proximité ?

M. Jean-Pierre ROSSI.- Je ferai la transition avec la page que nous venons de tourner sur la fiscalité. Je crois que ce qui nous pénalise surtout, c'est que nous vivons dans une société qui contrarie tout le monde parce qu'elle n'est pas suffisamment organisée au niveau fiscal, et nous rejoignons là l'organisation de l'État. Nous ne savons pas comment nos impôts sont utilisés. Nous vivons dans un empilage de dispositions qui sont typiquement françaises, à savoir les régimes spéciaux, les aides spéciales qui viennent se cumuler, et par ailleurs nous ne savons pas quelle est la bonne utilisation de ces impôts.

J'observe que la Cour des comptes fait chaque année un dépôt de conclusions qui ne sont jamais suivies, même quand elle insiste sur des régimes spéciaux qui permettent de prendre la retraite à 57 ans, avec des millions dépensés à tort et à travers, c'est là qu'il y a la liaison entre le fiscal et l'organisation de l'État. Il nous faudrait une bonne fois pour toutes mettre tout cela à plat et partir sur des bases saines et si possible coordonnées avec les autres pays européens. Il faut donc mettre un terme à cette spécialisation malheureusement française en matière fiscale et administrative, pour faire en sorte que l'on ait une unité sur le plan européen et une stabilité sur le plan français qui permette aux gens que nous sommes de savoir où nous allons, et aux étrangers de pouvoir venir investir en France avec une sécurité de la stabilité des institutions, de la fiscalité et de tout ce qui l'entoure. Il n'est pas normal que l'on soit la proie de changements et de bouche-trou éternels, parce qu'on fait du bouche-trou, on prend toujours aux mêmes, retraités, classes moyennes, alors que des spécialistes économiques savent quelles sont les solutions à utiliser, que nous n'utilisons jamais parce que le gouvernement ne voit pas toujours...

M. Joseph SEGURA.- Que faudrait-il améliorer pour le service public et l'administration ?

M. Jean-Pierre ROSSI.- Sur les plans français et européen, certains commissaires européens ou certains ministres ont 600 collaborateurs, c'est surprenant. Quand on apprend que dans les ministères il y a 600 collaborateurs qui gagnent plus que le chef de l'État, on se pose des questions. Il faudrait une mise à plat générale qui permettrait d'y voir plus clair.

Une intervenante.- Je suis tout à fait d'accord avec vous, je suis scandalisée par la gabegie de l'État français. Je voudrais proposer que le gouvernement s'attelle à nommer une commission indépendante pour dénoncer et traquer toutes les dépenses inutiles de l'Etat, le gaspillage, les redondances, les choses scandaleuses. Nous voulons bien payer l'impôt, mais nous voulons aussi que l'État arrête de gaspiller notre argent et que l'on sache exactement où il va. Le PIB en France, c'est 2 300 milliards d'euros par an, ce n'est pas possible de se retrouver en déficit budgétaire. Où va l'argent ?

M. Joseph SEGURA.- Cela veut dire qu'il y aurait trop d'échelons administratifs en France ? Est-ce qu'il faut en supprimer ? Augmenter certains services ?

Une intervenante.- Il y a un millefeuille administratif en France. Je ne sais pas quelle est la solution, mais il doit y en avoir une. On a des Régions, des Départements, des Intercommunalités, à chaque fois cela fait des représentants.

En parallèle, je voudrais dire qu'il y a eu une émission "Complément d'Enquête" sur Bercy et les hauts fonctionnaires publics, dont 150 sont payés beaucoup plus que le chef de l'État. On n'arrive pas à connaître leur nom, c'est dans le plus grand secret. Ces gens-là ont la possibilité d'aller travailler dans le privé –ce sont des énarques, etc.,- de revenir ensuite, et ce n'est juste pas possible. Ils vont engranger beaucoup d'argent dans le privé, je suppose qu'ils paient leurs impôts, mais à un moment donné, il faut que Bercy déverrouille tout ça, et que l'on soit au courant de ce qui se passe, parce que même au plus haut niveau de l'Etat, on ne sait pas quels sont les fonctionnaires concernés.

M. Joseph SEGURA.- Selon vous, il faut diminuer le nombre de hauts fonctionnaires.

Une intervenante.- J'aimerais que l'on vienne tous les travailleurs non français qui viennent nous polluer, nous parasiter notre pays. D'abord la France, d'abord le peuple.

M. Joseph SEGURA.- J'entends ce que vous dites, mais dans le cadre de l'administration, que faites-vous comme proposition pour avoir des services et peut-être plus de proximité ?

Une intervenante.- Il y a une fuite énorme d'argent de ce côté-là, on n'a déjà pas assez pour nous, il ne faut pas qu'on partage.

Un intervenant.- Pour appuyer les propos de Monsieur, on ne parle jamais d'une administration, c'est la Cour des comptes. Elle n'a pas d'effet de police, elle a simplement un effet de consultation. J'ai vu il y a quelques années dans un article du Nouvel Observateur que tous les gens qui sont à la Cour des comptes sortent de l'ENA. Il y a un classement à l'ENA, et ceux qui sortent en premier choisissent la Cour des comptes. Qu'est-ce que cela veut dire ?

M. Joseph SEGURA.- Par provocation, il faudrait supprimer l'ENA ?

(Brouhaha dans la salle).

Une intervenante.- On pose un faux problème. C'est vrai qu'il faut supprimer le côté millefeuille, mais le citoyen doit avoir la possibilité de demander des comptes à chaque administration. Cela paraît scandaleux ici, mais si vous allez dans certains pays d'Europe, la Hollande, la Norvège, vous pouvez vous présenter dans un ministère et demander exactement ce qui a été dépensé par telle et telle personne. Je me souviens d'un exemple où une femme ministre avait acheté une robe à 150 € sur le compte du ministère, elle a été virée, parce que les gens s'en sont aperçus, en allant demander tous les ans les comptes de ce qui rentre et de ce qui sort.

Pourquoi les gens sont-ils en colère ici ? Parce qu'on a l'impression de payer sans effet et sans contrôle. Les gens veulent un contrôle. Le pot commun paie l'administration, et il vient de nos impôts. Cela m'est égal de payer 20 % d'impôts en plus si je sais comment c'est utilisé.

M. Joseph SEGURA.- Dans la vie de tous les jours, comment voyez-vous les choses ? Pour la simplicité des démarches administratives...

Une intervenante.- C'est très simple, les sénateurs qui ont pléthore d'argent...

M. Joseph SEGURA.- Vous êtes pour ou contre la suppression des sénateurs ?

Une intervenante.- On leur met des salaires dignes et non pas des salaires de nababs. Les députés, pareil. Il n'y a pas de raison qu'ils aient ça, plus de l'argent liquide, plus le reste. Il n'est pas question de détruire l'État, il est question de le gérer.

M. Joseph SEGURA.- On a bien compris que vous êtes pour la réduction du nombre de parlementaires, députés et sénateurs et leurs avantages.

M. Cédric AUGUSTIN.- Je ne suis pas élu, mon salaire est de 2 000 €, cela ne casse pas des briques, je suis ingénieur, c'est un salaire de misère pour un ingénieur, mais quand j'entends que vous voulez dégommer tous les hauts fonctionnaires, comment fait-on pour avoir des gens compétents dans les ministères ? Il faut arrêter ! C'est pareil dans les municipalités. Là, vous avez pris cher, Monsieur le Maire, heureusement que vous ne participez pas au débat !

M. Joseph SEGURA.- Je ne me sens pas du tout visé par cela. Tout le monde est d'accord, sur le principe, pour la simplification de nos parlementaires et de leurs avantages. Aujourd'hui, si nous connaissons cette crise, c'est parce qu'il y a eu des abus à tous les niveaux, et que l'on veut rétablir les équilibres. Par contre, il ne faut pas tomber dans les extrêmes en essayant de mettre tout le monde au même niveau, car cela veut dire qu'il n'y aura plus de richesse intellectuelle, mais pour autant il faut un équilibre, le devoir de transparence et puis arrêter d'être aux temps féodaux avec les seigneuries et les serfs. Il faut essayer d'avoir des équilibres. L'ouvrier aujourd'hui est en crise, et tout le monde l'entend, mais je ne devrais pas prendre position...

M. Cédric AUGUSTIN.- Le millefeuille administratif est un problème, sauf qu'il y a beaucoup d'élus, aujourd'hui, qui freinent des quatre fers pour la réforme du millefeuille administratif. A un moment donné peut-être, c'est une proposition qu'avait portée M.

Bayrou, on pourrait faire voter les Français lors d'un referendum pour mettre à plat le millefeuille administratif.

(Dans la salle : "bravo ! ")

M. Lionel PRADOS.- Je voudrais revenir sur la Cour des comptes en disant qu'elle devrait avoir plus de pouvoirs puisque des choses ne sont pas prises en compte, alors que c'est souvent du bon sens.

Comment avoir un meilleur service public ? Je pense que le service public souffre en partie de la rigidité de son statut. Il faudrait peut-être en discuter. Les mairies en souffrent beaucoup, mais c'est à toutes les échelles. On ne peut pas, excusez-moi du terme, se débarrasser de certaines ressources quand on n'en a plus besoin, on doit faire avec, on doit les garder jusqu'à ce qu'ils partent à la retraite. On constate beaucoup de choses quand on écoute les fonctionnaires eux-mêmes, ils se plaignent d'un manque de moyens, de formation, d'un encadrement qui n'est pas à l'écoute de la base. Dans le monde de l'entreprise, nous avons un encadrement qui est là pour booster les équipes, leur donner les outils, les faire travailler dans un cercle qualité, mais quand je pose la question dans la fonction publique : " Avez-vous un cercle qualité, des réunions pour vous aider à travailler ", ils me répondent que ça n'existe pas. Il faudrait prendre l'exemple du management du privé dans le public pour aider à avoir un meilleur service. Le public a quelque chose à apprendre du privé.

M. Mathieu SOLER.- Je suis d'accord pour arrêter ce millefeuille administratif, moi-même quand je demande quelque chose à l'administration ou une carte de transport, cela prend mille ans, mais je pense que cela passe aussi par le numérique. La dématérialisation va beaucoup plus vite pour me permettre de maîtriser tout ce que j'ai à faire avec l'administration. Je pense qu'internet peut énormément servir aujourd'hui. Il faudrait réfléchir à comment faire rentrer tout le monde dans la révolution numérique qui est déjà en cours.

Après, je défends le fait qu'il faille moins de parlementaires, mais ce qui ne me gêne pas, ce sont les salaires des parlementaires. Ils gagnent 10 000 à 20 000 €, c'est faux, j'ai une amie parlementaire, elle gagne 5 500 € par mois.

(Dans la salle : "et les avantages ?")

Je suis d'accord, il faut mieux contrôler les avantages et plus de transparence. Je suis d'accord pour demander des comptes aux parlementaires sur l'utilisation de leurs indemnités, mais il faut arrêter de dire qu'ils gagnent 10 000 ou 20 000 €.

M. Jean-Luc POTHERAT.- Je voudrais dire à la dame avec le gilet jaune que je partage son point de vue, et que depuis mon enfance je souffre profondément de la notion d'exploitation de l'homme par l'homme. Je suis un homme qui défend depuis toujours l'égalité entre tous. Je ne me positionne pas dans cette situation-là, je constate.

Laetitia (Gilet jaune).- Mais comment arrivez-vous à vivre avec 900 € par mois ?

M. Jean-Luc POTHERAT.- J'ai de la chance, je suis marié avec une prof, sinon je ne pourrais pas payer de loyer. J'ai eu de la chance de rencontrer cette prof d'anglais dans ma vie, et en plus elle est jolie, j'ai beaucoup de chance. Tout ce que l'on dit là est un

choix politique. Est-ce qu'il y a ici des gens qui ont déjà voté pour des fédéralistes européens ? Est-ce qu'il y a des gens ici qui ont voté pour des gens qui sont contre le centralisme ? Qu'ils soient centralistes de droite, robespierriens traditionnels... Je ne sais pas si vous avez vu la Une de l'Obs cette semaine avec Mélenchon en Robespierre, ou le centralisme démocratique dont les anciens ont connu les méfaits en Union soviétique. C'est un choix politique. Il faut que l'offre politique change. Il serait important que l'on sorte de ce carcan. On n'a plus besoin de ce centralisme démocratique, on n'a plus besoin de la Nation omniprésente, systématique, avec son millefeuille qui va de haut en bas, ses petits chefs et ses grands chefs. Je pense que dans le cadre d'une société moderne, une Europe fédérale, une France fédérale, girondine, je suis profondément girondin, et si j'avais été en 1789 à l'Assemblée constituante, j'aurais été avec Petiot ou Barbaroux pour réclamer beaucoup plus de pouvoirs à la commune. Je suis profondément communaliste.

Mme Mireille MINAGLIA.- Pour vous répondre, nous sommes sous la Cinquième République, nous avons une constitution établie par le Général de Gaulle, qui donne quasiment le pouvoir absolu au Président. Je pense que Macron a gouverné verticalement. Peut-être faudrait-il changer la constitution ? Mais pour l'instant, elle est ce qu'elle est, c'est comme cela, et depuis 1958, cela n'a pas bougé.

Il faut peut-être une participation citoyenne. Je vais peut-être faire bondir Madame, mais je suis absolument contre le RIC. Je pense que nous avons des élus pour lesquels on vote et qui ont un programme, eh bien, qu'ils l'appliquent ! On attend d'eux qu'ils l'appliquent. Les RIC, cela me dérange, les révocations, etc., cela a un coût d'organiser ces referendums.

M. Joseph SEGURA.- On y reviendra dans la prochaine thématique.

M. Christian VELARD.- Les Français sont excellents dans les domaines sportifs, nous sommes mêmes champions olympiques et champions du monde, mais en quoi sommes-nous champions du monde dans notre modèle d'organisation ? Nous avons le plus grand nombre de fonctionnaires par milliers d'habitants. Nous avons le plus grand nombre de parlementaires par millions d'habitants. Nous avons également les plus hauts prélèvements fiscaux et sociaux. Il faudrait que l'on regarde comment cela fonctionne ailleurs. On parlait du referendum, mais les Américains ont une solution très simple, ils font des referendums par État, notamment en Californie, et ils ne sélectionnent que les personnes qui ont voté. Cela pose la question du vote blanc.

Une intervenante.- Un détail, tous les hauts fonctionnaires qui sont au gouvernement, une fois qu'ils partent à la retraite, ne devraient plus avoir aucun avantage, parce que ça prend des proportions énormes.

(Applaudissements).

M. Joseph SEGURA.- Vous parlez des anciens présidents, des ministres...

M. MAURELLI.- Je rejoins Monsieur, on a vu ce reportage de Complément d'Enquête qui expliquait beaucoup de choses, je suis d'accord pour que l'on clarifie les choses, que l'on supprime cette caste de hauts fonctionnaires, que l'on mette des gens compétents, je veux bien, il en faut, mais des compétents, oui, des privilégiés, non.

Je ferai une digression puisqu'on parle de privilèges, il faut respecter le travailleur et arrêter de faire en sorte qu'il y ait le travailleur pauvre. Tous ces gens-là, là-haut, devraient être un tiers de moins, parce que la plupart ne servent à rien, ils vont au bureau, ils pointent et ils repartent, ils sont 150, et même le ministre des Finances n'a pas réussi, après plusieurs mois, à connaître leurs émoluments mensuels. On peut réduire ces gens-là, les sénateurs, et les députés et autres. Il y a des gens qui sont autour des députés, qui tournent autour de l'Assemblée nationale et qui touchent 6 450 € par mois, on ne sait pourquoi. Cour des comptes, on contrôle, on supprime, on réduit, on garde les gens qui sont compétents et qui sont là. Monsieur le maire, pour ne pas le citer, est à la tête d'une commune, il la gère, il est compétent pour cela, nous l'avons élu, c'est pareil pour les autres. Si on n'en veut plus, au prochain vote on mettra le bulletin ailleurs, mais que l'on donne à vous, Monsieur le Maire, et à d'autres, les possibilités financières et autres pour gérer correctement leurs municipalités le mieux possible humainement et financièrement.

M. Joseph SEGURA- Pour rebondir sur ce que vous dites, cela veut dire que pour vous il faudrait transférer des missions différentes aux collectivités territoriales ? Il faut donner plus de moyens aux collectivités ? Donc, la commune devrait centraliser le pouvoir de l'État avec des transferts de compétences, c'est ce que vous dites.

Je voudrais avoir votre sentiment sur ce transfert de pouvoir aux collectivités. Comment voyez-vous la commune de demain ?

M. Jean-Pierre PAUSELLI- Je voudrais revenir sur une chose, dans les grandes entreprises nous avons des comptes à rendre sur nos budgets. Si on n'avance pas, on est pénalisé, quelles que soient les sociétés.

Je voudrais revenir sur les enveloppes utilisées par les députés, hormis le fait qu'ils soient trop nombreux, il y a aussi que ces enveloppes sont mises à disposition et qu'il n'y a aucun contrôle derrière. Je pense qu'un homme politique, quand il donne de l'argent à une organisation, devrait être engagé sur les trois ans qui suivent pour savoir où va cet argent et comment il est utilisé. Si mon patron me donne un budget pour faire ce que j'ai à faire, j'ai des comptes à rendre. Je trouve qu'il y a deux mots importants pour l'État actuel, ce sont "exemplarité" et "respect".

M. Joseph SEGURA- Par rapport aux élus qui sont synonymes de magouilleurs, pour les députés, aujourd'hui, il y a une transparence sur les subventions accordées aux associations, il y a une traçabilité de l'argent public.

Un intervenant- Je souhaite la suppression du Conseil Economique Social et Environnemental, l'une des trois assemblées mises en place par la constitution de la Cinquième République. C'est un organisme où beaucoup de gens sont dans un placard doré, je ne reviendrai pas sur leur salaire...

(Applaudissements).

C'est un organisme qui n'a jamais fait montre de son efficacité, qui n'a jamais fait la moindre proposition suivie d'effet parce qu'ils font très peu de propositions, c'est une assemblée de 280 membres qui sont, certes, moins bien payés que les députés et

sénateurs, mais qui sont quand même bien payés, et aucun de leurs travaux n'a abouti à quoi que ce soit d'efficace.

M. Joseph SEGURA- Le Conseil Economique et Social, selon vous-même et selon la salle devait être supprimé ?

(Dans la salle "oui !").

M. Jean-Pierre PAUSELLI- Vu les propositions qui ont été faites par cet organisme depuis des décennies, personne ne reconnaît son utilité et il est toujours en place.

Par rapport au millefeuille administratif, les Saint-laurentins en sont victimes, puisque la Métropole Nice Côte d'Azur a été créée il y a un peu plus d'un an, et nous avons vu nos taxes foncières et d'habitation augmenter de 6,40 %. Je veux bien que l'on crée des structures, mais le millefeuille a été imposé.

M. Joseph SEGURA- Imposé par la loi.

M. Jean-Pierre PAUSELLI- Oui, mais quelques grands élus de régions importantes ont imposé ces Métropoles au gouvernement, et cela n'a fait que rajouter des taxes. Ces mêmes élus qui disent qu'il faut baisser les taxes et les impôts créent des structures qui nous imposent davantage.

Je conclurai par la critique des hauts fonctionnaires, certes, ils le méritent, mais dans le gouvernement actuel, il y a plus de 600 conseillers ministériels, mais la plupart sont sous contrat de droit privé, ce ne sont pas des fonctionnaires. Ils sont payés 10 000 ou 15 000 €, mais ce ne sont pas des fonctionnaires. Ils ne sont pas soumis à la grille indiciaire de la fonction publique. C'est bien que nos politiques veulent les remercier en les payant grassement.

M. SAADI- Je vais peut-être en faire bondir certains, mais je suis contre la suppression des fonctionnaires. Je m'explique : pourquoi voudrions-nous moins de fonctionnaires ? En général, c'est parce qu'on se dit que beaucoup sont payés à ne rien faire, ce qui n'est pas faux, quand on voit les bancs vides à l'Assemblée, ou les informations qui circulent sur des sénateurs qui sont payés et qui ne siègent jamais, c'est un manque total de transparence sur qui est fonctionnaire, quel est le poste, et est-ce qu'il fait son boulot. En général, quand on n'arrive pas à répondre à ces questions, on dit qu'on veut moins de fonctionnaires, qu'il y en a trop.

Je pense qu'il faudrait beaucoup plus de fonctionnaires, notamment dans l'Éducation nationale. Quand je vois le niveau de l'Éducation nationale en France, je m'inquiète.

M. Joseph SEGURA- Vous n'avez pas tout à fait tort.

M. SAADI- Je rebondis sur les propos de la personne de Villeneuve-Loubet, la révolution numérique est en marche, soit on prend le train, soit on se retrouve à la traîne, et je pense qu'il va falloir monter dans le train. Quand on voit le nombre d'enfants qui arrivent au collège sans savoir ni lire ni compter, je me dis qu'il y a un problème. Ces jeunes illettrés vont être la génération de demain. Si aujourd'hui cela va mal, qu'est-ce que ça va être dans deux ou trois générations ? C'est pour cela que je me dis qu'il faut plus de fonctionnaires, mais aussi plus de transparence. C'est comme dans le privé, tu es

fonctionnaire, tu es député, si tu ne sièges pas, tu n'as rien à faire là, tu changes de métier.

Maeva - Je suis en terminale S à Cagnes-sur-Mer, et pour revenir sur l'éducation, je suis d'accord avec Monsieur sur le fait qu'il faut plus d'enseignants. Je voudrais que l'on m'explique une chose, on supprime des enseignants en primaire et maternelle, et on installe parcours sup parce qu'il n'y a pas assez d'universités. On est beaucoup trop d'élèves par rapport au peu d'universités qu'il y a. Avant, la Fac était ouverte à tous, aujourd'hui je tremble de peur à l'idée de ne pas être acceptée dans la licence que je veux parce qu'on est beaucoup trop à demander et qu'on supprime des postes d'enseignants. J'aimerais que l'on fasse remonter cette information et qu'on me réponde.

M. Joseph SEGURA - Vous demandez quelle filière ?

Maeva - J'aimerais bien aller en psycho ou en sciences de l'éducation.

(Brouhaha dans la salle).

M. Joseph SEGURA - Laissez-la parler, même si vous êtes convaincus qu'il n'y a pas de débouchés, mais ce n'est pas à nous de le dire.

Maeva - Le métier que je veux faire serait enseignante ou psychologue. A Nice, il y en a énormément, suite aux attentats du 14 juillet...

M. Joseph SEGURA - Mais laissez-la s'exprimer ! On a une jeune étudiante, on peut l'applaudir...*(Applaudissements)*. Qui vient s'exprimer pour dire qu'elle est inquiète de son avenir. C'est important de le dire pour faire remonter vos inquiétudes au Président de la République.

Maeva - Pour revenir sur la suppression des parlementaires, des ministres, des hauts fonctionnaires, que deviendrions-nous si on n'avait plus de Président ? Ce serait l'anarchie ? Si on pousse dans les extrêmes comme vous le faites depuis le début...

M. Joseph SEGURA - C'est important d'entendre la réflexion de la jeunesse par rapport à ce qui se dit dans la salle, avec toute la diversité des opinions. Cela permet aussi d'avoir un éclairage sur cette peur de demain de la jeunesse. Merci pour ce témoignage.

(Applaudissements).

M. Cédric AUGUSTIN - Je voudrais vous donner des éléments de réflexion. Un Monsieur a dit que nous étions les champions du monde du nombre de fonctionnaires, mais une étude a été faite qui explique qu'en France on confie aux fonctionnaires des tâches qui sont confiées à des entreprises privées dans d'autres pays européens. A objectifs identiques, le coût pour atteindre ces objectifs en France est rigoureusement dans la moyenne européenne. En France on utilise plus de fonctionnaires que dans d'autres États, mais au final, on peut parler des soins ou de l'Education qui sont organisés autrement dans d'autres pays, cela revient au même coût, cela coûte la même chose que pour les citoyens qui paient avec leurs impôts. C'est une information qui n'est pas partagée souvent et j'aimerais bien que vous l'ayez en tête quand on dit "on a trop de fonctionnaires", peut-être, mais il faut se rappeler qu'à partir du moment où on supprime des fonctionnaires et qu'on les remplace par une entreprise privée qui fait la

même chose, l'entreprise privée a obligation –c'est l'essence même d'une entreprise privée- de faire du bénéfice, et à un moment donné il faudra bien le payer. Si un salarié travaille dans une entreprise privée pour faire le même job qu'un fonctionnaire, il faudra bien payer la différence qui est le bénéfice pour l'entreprise.

Concernant les députés, vous vous en êtes pris au fait que les députés et sénateurs avaient de gros revenus. Rappelez-vous que l'une des premières décisions prises par Macron quand il est arrivé a été de mettre de la transparence dans tout cela, comme l'a soulevé M. le maire. Il y avait des cagnottes, et les élus pouvaient arroser les associations partout, mais ils ne peuvent plus le faire, c'est fini. De la même manière, ils sont obligés de justifier l'argent qu'ils dépensent. Ce n'est peut-être pas encore parfait, mais on a fait des progrès monstrueux depuis deux ans.

Un dernier point pour répondre à la jeune fille, vous demandez pourquoi il y a du parcours Sup et des difficultés, l'un des objectifs derrière tout cela est de réduire le coût des erreurs d'orientation. Cela met une pression colossale sur les lycéens parce qu'ils doivent prendre des décisions alors qu'ils ne sont pas prêts à les prendre, mais l'objectif est d'éviter de dépenser trop d'argent sur les erreurs d'orientation pour pouvoir les dépenser dans autre chose. On peut remettre en cause ce choix-là, mais c'est un choix budgétaire fait par le ministre.

Un intervenant.- Parmi les services publics, il faudrait insister sur la justice, la lenteur de la justice qui est énorme, et à force, cela devient de l'injustice.

Laetitia (Gilet jaune).- Concernant la fonction de maire, je dis qu'il devrait avoir plus d'impact sur la vie de sa commune et ne pas avoir les pieds et poings liés par le gouvernement et les lois qu'il peut pondre, et plus d'accueil physique, parce qu'on a perdu les accueils dans toutes les administrations, et contrairement à ce que dit Monsieur, je ne suis pas âgée, mais c'est très dur au niveau d'internet, c'est compliqué d'envoyer des documents, on passe des heures dessus, c'est parfois plus difficile de constituer un dossier via internet que d'aller dans un organisme avec un interlocuteur devant soi, c'est beaucoup plus humain.

Par rapport aux maires, les ronds-points, les routes accidentogènes, pourquoi mettre des limites qui ne servent à rien, il y a des trucs faramineux à 50 sur des lignes droites et des 70 dans des tournants, pourquoi le maire de chaque commune n'aurait-il pas un impact là dessus, il connaît sa ville, il sait où il y a des problèmes.

Une intervenante.- Beaucoup de décisions sont prises maintenant au niveau de la Métropole, mais je ne trouve pas normal que l'on n'élise pas le Président de la Métropole au suffrage direct.

*** Thème n° 3 : Démocratie et citoyenneté**

M. Joseph SEGURA.- Quel est le rôle du citoyen dans la Cinquième République ? Le rôle associatif, car beaucoup d'associations et de lobbyings sont influents au niveau de l'État. Vous avez parlé de la Cinquième République et de la constitution, doit-on changer de République et passer à la Sixième, doit-on revoir la constitution ? Est-ce que le citoyen peut être partie prenante par un referendum ? Comment voyez-vous votre implication dans cette nouvelle forme de citoyenneté ?

Il y a aussi les sujets du droit d'asile et de l'immigration. On va évoquer tout cela avec beaucoup de nuance, je vous le demande, sur ces sujets sensibles.

Mme Mireille MINAGLIA.- Sur la Cinquième République, il faudrait effectivement prendre un peu plus le citoyen en considération, faire des assemblées ou une participation des citoyens. J'ai entendu dire que c'était à l'étude au gouvernement, qu'ils souhaitaient faire des participations avec des citoyens pris sur les listes téléphoniques, je ne suis pas d'accord du tout, on doit les prendre sur les listes électorales, pas le téléphone, ce n'est pas un jeu-concours. C'est vrai qu'il faudrait de la participation citoyenne. Il faudrait des ouvriers, etc. Avec Macron, il y a beaucoup de députés de la société civile, j'en connais qui avaient des métiers et qui l'on rejoint, mais cela ne suffit pas, il faut une participation. Ceci étant, ce n'est pas au citoyen de tout décider, il y a des élus, ils sont payés pour cela...

M. Joseph SEGURA.- On est dans le changement de comportement des élus, le changement de comportement du devoir des citoyens, mais on voit bien aussi les revendications des gilets jaunes. Et le rôle des syndicats dans tout cela ? Ce sont quand même les représentants des personnels. Est-ce qu'il y a une réforme à mener pour les syndicats ? On met tout à plat.

Mme Danièle CHAMPEME.- La démocratie est un terme qui a une définition, c'est le pouvoir par le peuple, on est tout à fait dedans sauf qu'actuellement le peuple ne participe pas. On ne nous fait pas assez participer. La royauté, c'est le roi. Aujourd'hui, on est dans une République monarchique...

M. Joseph SEGURA.- Que faudrait-il améliorer ?

Mme Danièle CHAMPEME.- Je pense qu'il faudrait passer par des referendums, par des thématiques où les citoyens participent et donnent leur avis. Après, on se rallie à la majorité, c'est évident, mais il faut que le peuple puisse participer, et c'est ce qui manque actuellement.

M. Joseph SEGURA.- Et comment peut-il participer ? Sous quelle forme ? Par le biais d'un syndicat ? D'une association ? D'un referendum ?

Mme Danièle CHAMPEME.- Dans les mairies, les maires peuvent très bien monter des opérations sur un thème particulier, et les citoyens peuvent venir s'exprimer. Je pense que c'est important, et tant qu'on n'y arrivera pas, on ne s'en sortira pas.

Maeva.- Pour les générations futures, comment peut-on avoir un avis sur quelque chose ? Je reviens à l'Éducation, je vois qu'en seconde on met en option la science politique et la géopolitique –mais ce n'est pas pris par les étudiants- qui sont les deux matières principales qui nous font apprendre à avoir un avis sur quelque chose, et je me demande comment on peut continuer dans la démocratie avec un tel système éducatif. J'aimerais qu'on me donne une réponse, et qu'on fasse remonter la question. Ce sont deux matières qui vont nous servir énormément pour l'université et pour la vie en général, c'est de la culture générale, et je me demande ce que l'on va devenir.

Mme Chantal VENZAL.- Je voudrais poser la question suivante : je trouve qu'il serait intéressant que le vote blanc soit pris en considération. Je pense que si nous vivons dans

une période extrêmement difficile, c'est que très clairement, face à l'urne, il n'y a pas eu photo, on n'a pas eu un choix extraordinaire...

M. Joseph SEGURA- Plus de 3 millions de votes blancs.

Mme Chantal VENZAL.- 3 millions de votes blancs cela peut compter et faire basculer beaucoup de choses. Quant à la position des maires qui gèrent les municipalités, on est en train de se poser des questions quant au millefeuille au niveau de l'État, mais on peut aussi se poser la question par rapport au millefeuille que risquent de devenir les municipalités rattachées à la Métropole, parce qu'on n'a pas tellement d'informations, on ne sait pas comment les financements sont ventilés. Certes, il y a eu une loi, on a une augmentation de la taxe foncière, et c'est pareil, qui élit le Président de la Métropole, etc.?

Un autre point par rapport au cumul des mandats. Un homme a un cerveau, il n'en a pas cinquante, ou alors il est sur une délégation quasi intégrale. Je pense que les citoyens devraient être consultés sur certaines thématiques ne serait-ce que pour créer du lien. Le numérique c'est bien, on peut s'instruire et faire des tas de choses, mais le contact humain est hyper important.

Nous avons été reçus à la mairie, je tiens à le dire publiquement, pour faire une demande de renouvellement de carte d'identité, et à ma grande surprise, cela faisait fort longtemps que nous n'avions pas été accueillis par un fonctionnaire aussi aimable.

M. Joseph SEGURA- Ca fait plaisir. Merci. Il y a le cumul, mais aussi la durée. On voit bien la difficulté du cumul –je dis cela pour le débat- puisque vous avez aussi des députés qui n'ont jamais eu de mandat local, on voit bien les difficultés que l'on rencontre avec certains qui n'ont pas de racines locales, et on voit bien aussi la difficulté des maires qui n'ont pas de contacts avec les députés qui sont les représentants de la Chambre. Le lien entre le parlement et les municipalités est un vrai sujet.

Concernant les Métropoles, c'est la loi qui a obligé à cette organisation dans toute la France. Pour rappel, en 2014, lors des élections municipales, vous avez fléché également vos conseillers métropolitains, c'est la loi qui l'a ainsi défini. Tout cela est organisé, mais pour autant, la difficulté est que nous avons à la fois la Région, le Département, la Métropole et la commune, et il y a peut-être un millefeuille, ou pas. Tout à l'heure quelqu'un a parlé de M. Sarkozy qui avait eu l'idée d'un conseiller territorial qui regroupe à la fois le Département et la Région, mais l'opposition, à l'époque, ne l'a pas souhaité. Si on veut organiser nos territoires, nos fonctionnaires, nos élus, il va falloir prendre de grandes réformes profondes. On ne pourra pas continuer comme cela. Chaque élu a des indemnités, et si l'on veut faire des économies sur tout, il faudra se poser les bonnes questions.

M. Thomas COHEN- Par rapport à la Cinquième République dont vous parliez tout à l'heure, il ne faut pas oublier que la Cinquième République a été créée en réaction de la Quatrième et la Troisième qui étaient des régimes parlementaires, avec les pleins pouvoirs accordés à l'Assemblée nationale. C'était un groupe d'hommes qui prenaient des décisions pour toute la France, et qui l'ont plongée dans des complications politiques majeures.

Quand on me parle du RIC ou d'une plus large consultation citoyenne, sur le papier c'est très intéressant et très tentant, mais on peut retomber dans ce danger qu'en France il y a 70 millions de personnes et 70 millions d'avis. Quand on élit un Président, une Assemblée, un maire, on lui donne un pouvoir de représentation et c'est pour une raison.

Une intervenante.- On parle beaucoup de "durable", mais je voudrais dire qu'avec tous ces différents gouvernements qui passent, des travaux sont faits, des choses sont mises en place, mais le gouvernement d'après casse tout, surtout dans l'enseignement. Il faut quelque chose dans la continuité.

M. Joseph SEGURA.- Ce n'est pas faux.

Une intervenante.- Il faut penser durable.

M. Joseph SEGURA.- Vous êtes pour le septennat ou le quinquennat ?

(Brouhaha dans la salle).

M. Christian VELARD.- Je me suis livré à un petit exercice, et j'ai analysé l'élection des 9 députés des Alpes-Maritimes...

M. Joseph SEGURA.- Je voudrais un débat plus national que local...

M. Christian VELARD.- Ces 9 députés ont souffert d'une chose, une abstention de 58,4 %. Cette abstention est généralisée au niveau national, et certains disent que c'est le premier parti de France. Cela introduit l'étude des raisons pour lesquelles il y a une telle abstention. Aujourd'hui, avec un bulletin blanc, on a la possibilité de s'exprimer, mais il n'est pas pris en compte dans les résultats exprimés et en conséquence, on dit que c'est comme ne pas voter, alors autant ne pas voter, je vais à la plage.

M. Joseph SEGURA.- Je ne voudrais pas que vous fassiez l'analyse de tous les députés.

M. Christian VELARD.- Non, je passe à un autre sujet. Le bulletin blanc, pour moi, devrait être obligatoire depuis longtemps. Il faut se poser la question de savoir les raisons pour lesquelles les gens ne viennent pas voter. Je vais prendre l'exemple de la Belgique qui a le vote obligatoire. Si vous ne venez pas voter une fois, vous payez 55 €, si vous ne venez pas voter deux fois, cela monte à 255 €.

M. Joseph SEGURA.- Vous êtes pour des pénalités pour ceux qui ne viennent pas voter ?

M. Christian VELARD.- Je suis pour deux choses : première étape, vote blanc reconnu ; deuxième étape, si cela ne conduit pas les électeurs à voter, vote obligatoire.

Un intervenant.- Une réflexion, Macron a été élu avec 23 millions de voix, c'est le Président de la République qui a eu le plus de votants, même par rapport à De Gaulle.

Deuxièmement, il y a une réflexion à mener sur non pas la durée du mandat du Président de la République, mais le moment où sont élus les députés. Aujourd'hui, les députés n'ont plus vraiment de rôle, puisqu'ils sont systématiquement de l'avis du Président de la République puisque leur élection vient un mois et demi après. Ils ne sont là que pour valider les décisions qui sont prises. Si l'élection des députés était décalée,

on aurait tendance à penser que le Président voudrait simplement chercher à gagner l'élection suivante, c'est un grand débat.

Je voudrais faire une réflexion sur le rôle des préfets de région.

M. Joseph SEGURA.- Je resterai neutre.

Un intervenant.- Je sais que les maires ne les aiment pas, mais j'ai connu des préfets qui étaient appréciés par la mairie, parce que pour toucher un sujet sensible, nous sommes bien incapables de travailler avec les autres, nous sommes incapables d'évoluer. C'est un thème sur lequel il faudrait réfléchir.

M. Joseph SEGURA.- Par rapport aux représentants du gouvernement que sont les préfets, il faudrait peut-être une réforme sur l'accompagnement des décisions municipales. C'est aussi un enjeu.

Concernant les institutions, on reste sur la Cinquième République ? On est bien d'accord ?

Une intervenante.- Je voudrais revenir sur le crescendo de l'organisation des différentes structures. La mairie, c'est très bien, mais il faudrait que l'on ait des contacts autres que certains services qui travaillent très bien. Quand on a un problème de vitesse, de casse-vitesse, de gens qui se conduisent n'importe comment le week-end, qui vont en sens interdit dans les rues, on n'a pas suffisamment de forces de police, mais surtout on nous répond, quand on appelle la mairie ou qu'on se déplace "ne nous écrivez pas, c'est la Métropole, écrivez à M. Estrosi". Je l'ai vu en réunion publique. On jette une bouteille à la mer, comme si M. Estrosi allait lire la petite lettre que nous lui avons écrite.

Je pense que si l'on veut que les citoyens s'impliquent, que les citoyens votent, il faut qu'au niveau de la mairie il y ait un relais, puisqu'il y a des gens qui siègent à la Métropole et qui sont d'ailleurs dédommagés pour cela. Il faudrait des réunions où l'on puisse s'exprimer, je ne dis pas tous les jours, mais une fois par mois un sujet différent, et non pas renvoyer à la Métropole comme si c'était Dieu le père.

En plus, je pense qu'il faut instaurer une proportionnelle, parce qu'il est scandaleux que même les gens qui ne votent pas ou qui ne sont pas de mon avis ne soient pas représentés. Si les gens votent blanc quand ils ne veulent pas se déplacer, ils ne sont pas représentés, et une fois l'élection finie, on les oublie. Ce n'est pas normal. Monsieur parlait de la Belgique où le vote est obligatoire. C'est normal, on est citoyen, on profite de l'Etat, de nos droits et de nos devoirs, on doit voter, ça devrait être obligatoire, on met ce qu'on veut dans l'urne, mais ça doit être la proportionnelle intégrale. Ce pays d'Europe qui fonctionne très bien et qui est capable de se passer de gouvernement pendant deux ans a la proportionnelle intégrale. Le pays n'est pas tombé et n'a pas basculé.

M. Jean-Luc POTHERAT.- Je voulais donner ma définition de la démocratie. Héraclite disait : "la démocratie, c'est le gouvernement du peuple par les démocrates". Je crois que c'est la base de tout le fonctionnement de notre système.

Personnellement, je pense que Cinquième ou Sixième République ne changerait pas grand-chose. Le plus important, c'est un changement profond des institutions et des

mentalités. Je partage avec Madame le fait que toutes les sensibilités politiques en France doivent être représentées à l'Assemblée nationale et au Sénat. Je mettrais une dose de proportionnelle à 49 %, de façon qu'il y ait une majorité et que nous ne sombrions pas dans les travers de la Quatrième République ou de ce qui se passe en Italie ou dans d'autres pays à régime parlementaire, et que nous puissions avoir un gouvernement stable.

Je suis pour le mandat impératif, c'est-à-dire que tout élu est élu sur une base précise, il est élu sur des promesses qu'il va faire d'une façon sérieuse et précise, et en cas de manquement, il est révoqué.

(Applaudissements).

La possibilité de la révocation de l'élu est indispensable dans la Cinquième République ou même dans la Sixième.

Ensuite, suppression du 49.3 et suppression du gouvernement par ordonnance pour par décret. Depuis 1789, nous avons essayé tous les systèmes. L'un des meilleurs, pour l'instant, c'est celui que nous vivons.

M. Joseph SEGURA.- C'est le système de laïcité également. Je vous pose la question parce que je voudrais y venir.

M. Jean-Luc POTHERAT.- La laïcité est un des fondements de notre République et il est absolument primordial de laisser la loi de 1905 comme elle est, et surtout de ne pas favoriser un culte, quel qu'il soit, parce que le malheur vient toujours du curé, de l'imam ou du rabbin. Je pense que le malheur vient de là, ils n'ont rien à faire dans notre République, qu'ils vivent chez eux, tranquillement, dans leur maison. Nous sommes en train de construire une société humaine, il n'y a pas Dieu au-dessus de nous, il y a le suffrage du peuple, une volonté de vivre ensemble tout simplement.

M. Joseph SEGURA.- La laïcité fait débat, qu'en pensez-vous ? Faut-il vraiment respecter cette loi de 1905 ? Je voudrais que l'on vienne aussi sur le droit d'asile qui a été le pilier de la France. Accueillir des étrangers en France, c'est le droit d'asile. Et l'immigration, faut-il –pardonnez-moi de le dire comme cela- des quotas, puisque c'est le terme employé ? Comment tout cela peut-il s'organiser ? C'est un sujet sensible.

Un intervenant.- Avant qu'on ne tourne la page, je voudrais intervenir sur la représentativité dans son sens le plus large. Puisque nous souhaitons des remontées élyséennes, je souhaiterais que l'on n'oublie pas de penser au pouvoir donné aux syndicats. Nous avons parlé de la représentativité des élus, mais il serait bon que nos dirigeants se penchent sur le rôle des syndicats. Je suis tout à fait d'accord sur l'utilité des syndicats, j'ai été représentant national et PACA suffisamment pour en parler, les syndicats doivent avoir un rôle positif de discussion avec les ministères, de préparation de la loi, de discussion des textes réglementaires, mais ils ne doivent pas avoir de rôle destructif. Quand on pense qu'il suffit d'un ordre donné par un syndicat souvent minoritaire, à Paris, pour bloquer la France pendant des jours et des semaines, et priver les citoyens que nous sommes de moyens de circulation ou d'électricité, c'est inadmissible. Il faut que les syndicats soient maîtrisés pour qu'ils restent dans leur rôle

constructif et non pas destructif vis-à-vis du citoyen, d'autant plus qu'ils vivent grâce à de très larges subventions annuelles qui s'élèvent à plusieurs millions d'euros par an.

M. PRADOS.- Je voudrais quand même parler du peuple, parce qu'on n'en a pas beaucoup parlé.

M. Joseph SEGURA.- On ne fait que ça depuis tout à l'heure, non ?

M. PRADOS.- Non, pas beaucoup. Depuis 50 ans, le peuple a changé, avant il avait le CAP, maintenant ils ont bac+5 ou 6, le peuple a changé depuis 30 ans, c'est une première révolution. La deuxième révolution, c'est internet. Les gens communiquent à vitesse grand V, et on ne l'a pas pris en compte.

En politique, que se passe-t-il ? Vous avez quelqu'un qui a une équipe, un nombre très limité de personnes vont décider pour tout le monde. L'opposition n'a pas de pouvoir, elle s'exprime, mais "vous pouvez toujours parler, on ne vous écoute pas". C'est la démocratie en France, une poignée d'hommes décident, et les autres comptent pour du beurre. Or, dans votre vie de tous les jours, à votre travail, dans votre vie de couple, vous êtes tous en train de faire des négociations, le monde politique est le seul monde où il n'y a pas de négociations, c'est celui qui a gagné qui impose tout. C'est un décrochage par rapport à la vie réelle. C'est le seul monde où vous pouvez être élu sans avoir fait la preuve d'une compétence ou d'un diplôme. C'est inadmissible. Il faut que le peuple participe davantage, parce qu'il y a une intelligence collective qui n'existe pas aujourd'hui. Le peuple doit être responsabilisé, aujourd'hui, c'est une poignée d'hommes qui participent, venez aux réunions municipales, au niveau de l'État c'est pareil, il faut que le peuple s'implique davantage, et pour s'impliquer davantage il faut avoir plus de temps, parce qu'on n'a pas assez de temps pour s'impliquer. La démocratie c'est tout cela.

M. Joseph SEGURA.- Merci. Qui veut prendre la parole sur la laïcité ?

Mme Mireille MINAGLIA.- La laïcité, en France, c'est primordial. Elle doit être appliquée sur notre territoire d'une manière stricte, c'est-à-dire que même si on dit qu'en France la religion catholique, etc., c'est strictement laïque. Je suis contre les signes dans la rue, dans le travail, et par exemple pas de crèche dans la mairie, parce que c'est un lieu public. Un arbre de Noël, oui, parce qu'on dira que Noël est une fête païenne, mais la laïcité s'applique au sens strict, ce n'est pas que pour les voilées, mais pour tout le monde.

(Protestations dans la salle).

Mais si, c'est une fête inventée par Coca Cola, avec les cadeaux pour les enfants, etc. !

M. Cédric AUGUSTIN.- Une mini-digression : vous avez vu combien nous sommes ? Environ 70, ce qui est une réussite pour quelque chose dont on n'a pas été tellement informé, mais par contre, cela a une conséquence, c'est que si l'on veut s'amuser à consulter les gens sur tous les sujets et faire des référendums sur tous les sujets, il va falloir que les gens se déplacent, et cela a un coût colossal de faire un référendum.

M. Joseph SEGURA- Concernant la laïcité, en France on parle aussi de nos valeurs, et les valeurs de la France sont chrétiennes également. Ce sont les racines de la France. Que pensez-vous des problèmes de droit d'asile et d'immigration ?

M. Claude COHEN- Je suis délégué départemental de l'Éducation nationale. J'ai 4 écoles dont je m'occupe. Concernant la laïcité, il y a une tricherie incroyable des catholiques, parce qu'ils ne sélectionnent dans leurs écoles que les gens qui ont un très haut niveau, c'est-à-dire les enfants de médecins ou d'ingénieurs, bien entendu, ils ont les meilleurs résultats...

(Brouhaha dans la salle).

M. Joseph SEGURA- Dans les écoles privées catholiques. S'il vous plaît, laissez-le parler.

M. Claude COHEN- Je trouve que c'est tricher de sélectionner uniquement des gens de très haut niveau avec des parents de très haut niveau qui ont donc de meilleurs résultats que l'ensemble des autres personnes qui amènent leurs enfants dans les écoles publiques. Ils ne prennent que ces gens-là, et après, ils annoncent avec beaucoup de moyens que les écoles confessionnelles... Les gens qui sont pour les catholiques et pas pour les autres, c'est une anomalie.

(Protestations dans la salle).

M. Joseph SEGURA- On va enchaîner sur l'immigration et le droit d'asile.

M. Claude COHEN- Je trouve que c'est une injustice de dire aux gens "nous sommes meilleurs que l'école publique", parce qu'ils ne choisissent que des gens qui ont un très haut niveau, avec des parents qui ont un très haut niveau, qui peuvent s'occuper beaucoup plus facilement de leurs enfants que les autres.

M. Joseph SEGURA- Est-ce que l'on continue le droit d'asile ? Faut-il des quotas pour l'immigration ?

M. Jean-Luc POTHERAT- Je vais lier l'ensemble, laïcité, immigration et ainsi de suite. Je vous invite, un jour, à visiter un grand cimetière à Arromanches ou Douaumont. Vous y verrez des tombes de soldats morts pour la France avec des croix, des croissants, des étoiles de David, avec les petits Saint-Esprit des protestants. Tous ceux-là sont venus mourir pour un idéal, je ne suis pas sûr que tous étaient bien d'accord, on va arranger un peu l'histoire, je ne suis pas sûr que les Maliens ou Sénégalais ou Tonkinois connaissaient bien les valeurs de notre République, mais en tout cas, ils les ont consolidées définitivement. C'est une valeur indispensable, définitive, irrémédiable de la République. Si nous ne tenons pas compte de cela, nous sommes des mécréants, nous ne serons plus rien dans l'histoire, pensez-y.

A Saint-Laurent-du-Var, ils sont venus mourir partout ici. Une petite phrase à propos de Saint-Laurent-du-Var, en 1793, l'armée du général Suchet a livré une grande bataille contre les Austro-hongrois et elle a gagné. Avec qui ? Avec des gens de toute la République, qui sont venus de toute l'Europe défendre la toute jeune République française qui était menacée par les Austro-hongrois et les Anglais. On a inspiré le monde, je crois que la Déclaration des droits de l'homme a illuminé le monde. Notre constitution

est quand même un éclairage pour le monde. Soyons sérieux, honnêtes, francs, respectons au moins cet héritage.

(Applaudissements).

Un intervenant.- Il y a un an et demi, l'Allemagne a accueilli un million de réfugiés, et la France 40 000. Pour moi, c'est une grande honte que notre pays n'ait pas été capable d'accueillir ces réfugiés-là, surtout qu'on n'a pas entendu de problèmes pour la majorité des gens qui ont été accueillis, ils ont été très bien reçus dans les villes et villages, c'étaient des gens extrêmement motivés pour s'intégrer. Je pense qu'on n'est pas à la hauteur de ce que vient de nous déclarer Monsieur concernant notre histoire.

Une intervenante.- Concernant l'immigration, il est certain qu'il y a des gens que l'on doit accueillir parce qu'ils sont en danger, ils ont le droit d'être accueillis.

M. Joseph SEGURA.- Il y a plusieurs formes d'immigrations, l'immigration climatique, etc.

Une intervenante.- Si on peut les accueillir dignement, pourquoi pas ? Mais aujourd'hui, nous avons un problème, c'est qu'ils ne sont pas accueillis dignement, ils sont sous la tente, n'importe où, et c'est inadmissible de voir des gens dans cette précarité. On a déjà des Français qui sont précaires et on en rajoute, et les pauvres vivent dans des situations... Si on a les moyens de bien les accueillir pourquoi pas, ils s'intégreront, mais si on n'a pas les moyens, il faut faire quelque chose.

Une intervenante.- Je voudrais revenir sur la laïcité en disant qu'il ne faut pas qu'une religion prédomine, mais il faut tenir compte des religions et que tout le monde vive en paix.

M. Joseph SEGURA.- C'est la laïcité religieuse...

M. Jean-Pierre PAUSELLI.- Je voudrais revenir sur l'immigration. Je suis tout à fait d'accord avec ce que j'ai entendu, la France est un pays de droit d'accueil, j'ai écouté mon collègue ingénieur qui disait que l'Allemagne a choisi ses immigrés, mais il devrait peut-être penser que l'Allemagne a choisi des immigrés qui avaient du talent et de la valeur au départ. C'était quand même un des critères de choix. Accueillir des gens, pas de problème, mais que fait-on de ceux qui, sur notre sol, abusent, trichent, font des dégâts ? Doit-on les garder et les nourrir avec nos impôts, ou doit-on les renvoyer dans leur pays d'origine. Voilà une question fondamentale.

M. Joseph SEGURA.- La question a été inscrite.

Mme Mireille MINAGLIA.- Je pense que l'on a des devoirs et des droits, mais ceci étant, je pense que les gens dont vous dites qu'ils commettent des exactions sont une minorité. Je pense que c'est notre force, notre culture, on n'a pas à rejeter des gens, à ériger des murs, on doit effectivement se pencher sur ce problème, d'autant plus qu'il va être encore plus grave puisqu'il va y avoir les réfugiés climatiques, mais on ne peut pas le faire à la Salvini, rejeter des bateaux, ne pas donner de soins aux enfants, ne pas les éduquer, c'est inadmissible ! Je suis absolument contre les quotas. Je sais que l'immigration est un problème qu'il faut vraiment gérer. La France n'est pas le pays européen qui en accueille le plus, on est cinquième, mais c'est un vrai problème, il faut se

pencher dessus au niveau européen, mais arrêtons de dire "les immigrés, on les rejette à l'eau".

M. Thomas COHEN.- Par rapport aux immigrés qui feraient des exactions, les dernières exactions dont on peut vous parler ont été commises par des Français, pas par des gens qui venaient d'arriver sur le territoire national. C'étaient des Français nés en France, avec des parents nés en France. Par contre, celui qui a sauvé plus de 10 clients à l'Hyper Casher, celui qui a grimpé à l'immeuble pour sauver un enfant –la liste est longue- ce ne sont pas des Français, ils venaient d'arriver sur le territoire. Par contre, ceux qui étaient en bas, en train de filmer...

M. Joseph SEGURA.- Merci pour ce témoignage.

* **Thématique n° 4 : la transition écologique**

M. Joseph SEGURA.- Qui veut commencer ? Sachant que c'est un sujet majeur pour nous, nos enfants, nos petits-enfants et toute la qualité de vie que nous avons.

Un intervenant. – Une interpellation : on a eu un ministre de l'écologie qui a fait de son mieux, mais qui a démissionné parce qu'on lui liait les poignets. On a un parlement qui légifère beaucoup pour tout et pour rien. La semaine dernière, on a mis une semaine pour discuter de la loi casseurs, ce n'était pas nécessaire, mais pour en revenir à l'écologie, Saint-Laurent s'urbanise de plus en plus, ce n'est pas une critique, mais un constat, pourquoi est-ce que le législateur ne légifère pas pour imposer aux promoteurs des panneaux solaires, la récupération de l'eau de pluie, etc., toutes les solutions écologiques faisables ? On parle beaucoup d'écologie, mais aucun de nos élus n'a fait de proposition de loi sérieuse qui serait facilement applicable en contraignant, comme on a contraint les promoteurs à faire les accès pour les personnes à mobilité réduite.

M. Joseph SEGURA.- Par rapport à l'urbanisation, nous avons ici Mme la sénatrice Estrosi-Sassone qui se bat au Sénat pour modifier l'article 55 de la loi SRU qui oblige les communes à urbaniser. Il y a eu un veto de la part de la chambre des députés. Aujourd'hui, c'est urbaniser la ville sur la ville au détriment d'une qualité de vie. Ce sont les communes qui ne respectent pas l'engagement d'urbaniser au détriment d'une qualité de vie qui sont doublement pénalisées, à la fois par des permis qui sont repris par la centralisation du pouvoir de l'État –on parlait des préfets tout à l'heure- et à la fois par une forte pénalité soumise aux communes. Je ferme la parenthèse.

Un intervenant.- Pour les communes qui sont contraintes par l'Etat d'urbaniser énormément, que le législateur impose aux promoteurs de faire des constructions plus écologiques.

M. Joseph SEGURA.- Je suis d'accord avec vous.

Laetitia (Gilet jaune).- Puisqu'on en est au niveau local, je suis obligée d'en parler parce qu'on parle d'écologie, il y a une chose qui me fait bondir, c'est quand je vois le parking de 4 300 places de Cap 3000 qui est éclairé jour et nuit. Sans compter que Cap 3000 devient un enfer, j'habite par là, je suis venue à pied, et je repars à pied, parce que je ne peux pas rentrer le soir chez moi, il n'y a pas de parking et on a enlevé des parkings dans les rues.

M. Joseph SEGURA.- Vous considérez que le centre commercial est trop éclairé la nuit ?

Laetitia (Gilet jaune).- C'est éclairé jour et nuit, il n'y a personne, et il n'y a aucune facilité de parking pour les riverains.

M. Joseph SEGURA.- C'est un autre débat, c'est un débat de quartier que nous aurons. Sur la voiture électrique, avez-vous des voitures électriques ?

Mme Mireille MINAGLIA.- Vous abordez le sujet de la voiture électrique, je n'ai pas de voiture électrique, j'ai une petite voiture à essence, et je m'en sers pour mes déplacements, pour mes petits-enfants, etc. J'ai la chance d'habiter dans une Métropole, dans une ville où il y a tout à côté, le bus, le tram bientôt, mais pour les voitures électriques, je serais pour que soient développés les autolib électriques à des tarifs intéressants. Je parle au niveau national, cela permettrait d'avoir des parcs de voitures autolib électriques et de pouvoir se déplacer, mais les locations sont assez chères. Après, au niveau de département, de la commune, pour les habitants, on pourrait faire des forfaits moins chers.

M. Jean-Luc POTHERAT.- Je crois que l'on peut faire la transition entre l'immigration et la transition écologique, car une grande partie des immigrés vient à cause du changement climatique. On parle de 60 millions d'immigrés d'ici à 2030 qui seront des réfugiés climatiques. A mon avis, on n'en tient pas tellement compte. Comment va-t-on faire pour qu'ils ne viennent pas ? On va mettre des murs ? On n'y arrivera pas. Je pense qu'il faut aider ces pays à se développer, arrêter de les bombarder n'importe comment, de mettre la pagaille partout et puis de s'en aller, de les laisser se débrouiller, et on se retrouve avec des Daesh. C'est une parenthèse.

Concernant la transition écologique, j'habite au quartier des Empereurs, et ce matin, à 7h30, il y avait une énorme odeur d'essence. C'était du kérosène. On avait un vent d'Est, un gros avion est parti 7h30, et c'était horrible. Le kérosène est du gasoil encore plus lourd que le fuel que nous utilisons dans les chaudières, et encore plus lourd que le gasoil des voitures.

On parle du diesel, mais il ne pollue pas plus qu'un autre, sauf que la carburation du diesel fait qu'il émet 450 fois plus de particules fines que n'importe quelle autre voiture. C'est le problème. Je n'ai rien contre le diesel, sauf que quand on a de l'emphysème, des problèmes pulmonaires, les études disent qu'une grande partie vient du diesel, qu'il vienne des avions, des bateaux ou des voitures.

La transition écologique, c'est l'avenir. C'est la création d'emploi, c'est prendre en compte de façon sérieuse cette volonté. Pensez qu'avec la couverture d'un département comme la Corse en panneaux solaires, on fournit toute la France en électricité. Et on n'est pas obligé de pourrir le paysage avec des éoliennes. C'est tout à fait faisable. Je propose que le gouvernement rachète l'ensemble des brevets sur les panneaux solaires. En ce moment, il y a deux à trois grands groupes mondiaux dont Total, qui rachètent l'ensemble des brevets sur les panneaux solaires. C'est eux qui vont maîtriser. Tant qu'ils n'auront pas vendu toute leur saleté d'essence et de moteur à essence, on n'aura pas de panneaux solaires.

On est capable d'envoyer un satellite à 7 milliards de kilomètres uniquement à l'énergie solaire, puisque pour la première fois Voyager 2 est sorti du système solaire, uniquement à l'énergie solaire, et je pense que l'on pourrait faire rouler une petite voiture pour aller faire ses courses.

Je pense que la transition écologique est une volonté politique. Malheureusement, le Président de la République ne tient pas ses promesses dans ce domaine. Je ne suis pas sûr que M. Hulot soit le super héros dans ce domaine, j'aurais vu quelqu'un de beaucoup plus politique que lui pour mener cette transition écologique, peut-être un peu moins que de Rugy qui ne rugit jamais, il serait temps qu'il s'y mette. C'est un choix politique, et aux Européennes, vous savez ce qu'il vous reste à faire.

Un intervenant.- Vous avez raison, mais il a été prouvé par des analyses que dans le moteur diesel, le gasoil est brûlé tout de suite pratiquement entièrement, ce qui n'est pas le cas dans la chambre de combustion à essence. Cela voudrait dire que bien que l'on dise que l'essence pourrait être écologique, a priori, vous avez entendu que l'on voudrait revenir au diesel.

Par contre, depuis de nombreuses années, la société MDI qui est au Luxembourg a créé le moteur à air comprimé, M. Louis Nègre qui est décédé, sa famille a repris derrière, et maintenant ils sont expatriés au Luxembourg. Je voudrais simplement dire que la voiture à air comprimé était une solution. M. Estrosi s'était rapproché, il y avait eu une grande réunion, et on ne sait pourquoi, certainement parce qu'il y a des lobbyings de compagnies comme Total ou autres, on a oublié complètement MDI et ce moteur à air comprimé. Il a été prouvé qu'en mettant son nez en dessous du tuyau d'échappement d'une voiture à air comprimé, il n'y a aucune pollution.

M. Jean-Pierre PAUSELLI.- La transition écologique est tout ce qui est moteur électronique, est l'un de mes domaines. Je voudrais que l'État nous dise quelle est la solution, car je ne vois pas comment on peut avec des énergies fossiles, des éoliennes et panneaux solaires compenser la consommation électrique de notre pays, c'est impossible. Je vous le démontre quand vous voulez, mais ce sont des calculs importants.

Je ne sais pas si des gens travaillent chez Vinci dans la salle, mais je travaille avec eux, je leur donne des conseils au point de vue électrique, électronique, hydraulique. Je ne sais pas si vous vous rendez compte de ce que peut coûter l'entretien d'une éolienne. C'est énorme, ce sont des moteurs, et comme pour tous les moteurs il faut changer les roulements, les paliers en fonction de leur consommation. Ensuite, une éolienne ne peut pas travailler à pleine vitesse parce que les roulements ne sont pas faits pour. Concernant les interventions, elles se font par hélicoptère. Les fabriquer et les poser, c'est magnifique, c'est rentable tout de suite, à 4 % de rentabilité, mais quand on calcule au bout de 5 ou 6 ans les entretiens à rajouter dessus, on est en perte. S'il y a des gens dans la salle qui sont chez Engie ou Veolia, ils vous diront la même chose que moi.

En ce qui concerne les panneaux solaires, leur durée de vie est à peu près de 10 ans. Personne ne sait retravailler un panneau solaire. Que vont-ils devenir ? Aujourd'hui, quand on a des déchets de véhicules ou d'électroménager, on les envoie dans des pays étrangers où ils sont utilisés, c'est-à-dire que sur 100 pièces sur place, ils arrivent à en refaire une dizaine. Par contre, quand vous allez leur envoyer des panneaux solaires, je ne vois pas comment ils vont les transformer ces panneaux en sable ou en silice alors

qu'ils en ont des km² chez eux. Comment voulez-vous faire une transition écologique complète sur un pays en rêvant ? C'est impossible à ce jour.

(Dans la salle : "en sortant du nucléaire").

M. Christian VELARD.- Vous faites une excellente transition parce que j'ai travaillé dans l'entreprise Areva, qui s'appelait Framatome, la Franco-américaine de l'atome. Je connais un peu le nucléaire. La principale critique que l'on pourra faire au nucléaire, c'est que c'est une industrie propre au traitement des déchets près, dont certains ont des durées de vie qui dépassent largement toutes les espérances de vie humaine, et qui, en conséquence causent des problèmes d'enfouissement.

On a parlé du nucléaire, et on parle aussi de la voiture électrique. C'est la même chose. La voiture électrique, c'est bien, sauf qu'il va falloir recycler les batteries. On part d'une pollution pour en créer une autre. Il reste à savoir ce que cela va devenir.

Je voudrais vous témoigner de deux choses, indépendamment de mon passage chez Framatome. J'ai vécu en Afrique noire et à Madagascar. Madagascar est un pays pauvre, il est riche en potentiel, il a plein de minerais, mais il est pauvre économiquement et sa culture fait qu'il y a des difficultés. Je suis membre d'une association franco-malgache. On fait de l'assistance à la scolarisation d'orphelins, il y a aussi des problèmes de santé, le sida, j'en passe et des meilleures, et il faut également puissent vivre, donc créer un puits pour apporter de l'eau c'est déjà un progrès, y mettre une pompe c'est un autre progrès, alimenter cette pompe avec une solution photovoltaïque, c'est encore un autre progrès. Une association réalise cela pour 10 000 €. Pour la France, c'est quelque chose qui est tout à fait jouable, mais c'est adapté à une situation africaine ou malgache.

Maintenant, quel est le problème de la France ? Remplacer les énergies fossiles par d'autres types d'énergie. Je pense que vous connaissez tous la société Air Liquide. Il se trouve que cette société française, c'est l'un de nos fleurons, a choisi de développer en Californie une politique qui consiste à équiper tous les véhicules de propulsion hydrogène. C'est Air Liquide qui a passé des agréments, et qui maintenant va travailler chez nos confrères américains pour que toutes les voitures de Californie soient à propulsion hydrogène. Je vous laisse réfléchir à cette solution-là.

Mme Mireille MINAGLIA.- Sur la transition écologique, récemment le ministre Darmanin avait évoqué la possibilité de réduire les niches fiscales pour les gens qui installent des doubles vitrages des pompes à chaleur, etc., je trouve que ce n'est pas une bonne idée, parce que cela permettrait à tout un chacun de contribuer. Chez moi, j'ai eu une réduction d'impôt parce que j'ai installé le double vitrage, la pompe à chaleur et je trouve que cela devrait être renforcé.

M. Joseph SEGURA.- On en prend note.

Une intervenante.- Ils voulaient le supprimer, mais pour les personnes qui avaient de hauts revenus. Si vous êtes Carlos Ghosn, vous pouvez vous payer un double vitrage.

Une intervenante.- Sur la transition écologique, on a l'impression de réfléchir uniquement en France. On demande aux Français de réfléchir et de faire des efforts, mais au niveau européen, on n'arrive pas du tout à se mettre d'accord, on se rend

compte qu'avec la Chine et les États-Unis c'est une catastrophe. Est-ce que c'est la France qui doit sauver la planète ?

M. Joseph SEGURA- Mesdames et Messieurs, pour clôturer les débats, je voudrais remercier toutes les équipes, mon directeur de cabinet, mon directeur général des services, tout le service protocole qui travaille ce samedi, vous toutes et vous tous de votre participation. Merci pour ces échanges très intéressants, merci pour le respect de chacun d'entre vous dans ces échanges. Vendredi prochain, à 18 heures, une personnalité nationale descendra certainement ici, dans la commune de Saint-Laurent-du-Var. Vous aurez l'information, regardez le site de la commune, la presse, en tout cas c'est un moment d'échange important avec un membre du gouvernement.

Merci beaucoup à toutes et à tous.

(Applaudissements).

- La séance est levée à 19 h 25 -